

foei | janvier 2006

**les mythes
du gazoduc
de l'afrique
de l'ouest**

adresses

Environmental Right Action/ Friends of the Earth Nigeria

214, Uselu-Lagos Road, Ugbowo
P.O. Box 10577, Benin City, Nigeria
Tel/Fax : + 234-52-600 165
E-mail : eraction@eraction.org
Web : www.eraction.org

Friends of the Earth Ghana

4 Adamafo Close, East Legon,
Opposite Emmanuel Eye clinic,
Accra, Ghana
Post : Private Mail Bag, General Post Office, Accra, Ghana
Tel +233-21—512311, 512312
E-mail : foeghana@africaonline.com.gh
Web : www.foeghana.org

Les Amis de la Terre-Togo

63, Rue Amoussimé, B.P. 20190 « Caisse », Lomé, Togo
Tel : +228 222 17 31
E-mail : adt-togo@amiterre.tg
Web : www.cooperationtogo.net/adt-togo

Friends of the Earth International

PO Box 19199, 1000GD Amsterdam, The Netherlands
Tel : +31 20 622 1369
E-mail : foei@foei.org
Web : www.foei.org

equipe d'éditorial

Desislava Stoyanova, Nnimmo Bassey,
Theo Anderson et Janneke Bruil
Avec les remerciements à Nikki Reisch du
Centre de la Banque d'Information et
Peter Roderick du projet de la Justice climatique.

photos par

(Photo de couverture par Peter Roderick), Israel Aloja,
Elaine Gilligan, Janneke Bruil, Michelle Meidoros

design

EasyMIND
www.easymind.nl
bartbruil@gmail.com

introduction/situation2

mythe 14

le gao va promouvoir
l'intégration régionale
en afrique de l'ouest

mythe 26

le gazoduc va fournir
de l'énergie saine bon
marché au ghana

mythe 310

le gao mettra fin au
brûlage de gaz

notes de bas de page13

introduction/situation

introduction

En Novembre 2004, le groupe de la Banque Mondiale approuva des garanties pour un des plus grands projets de combustible fossile Africains exécuté par un consortium conduit par chevron Texaco et y compris Royal Dutch Shell. La canalisation proposée, qui partira du Nigeria à travers le Bénin et le Togo, jusqu'au Ghana est entourée de controverse. Ce rapport vise à démystifier les trois mythes majeurs et révéler la vérité derrière le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest.

situation

le projet de gazoduc de l'Afrique de l'Ouest

Le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (GAO) est une canalisation de 681 km sur terre et au large qui transportera du gaz naturel des champs de gaz dans l'ouest du delta du Niger au Nigeria aux consommateurs sélectionnés au Bénin, au Togo et au Ghana. La canalisation obtint des garanties financières du groupe de la Banque Mondiale et est actuellement entrain d'être considérée pour appui par la Banque Européenne d'Investissement.

Les sponsors du projet déclarent qu'il «contribuera à l'harmonisation des structures régionales, institutionnelles, légales et de régulation dans les pays participants ouest Africains» dans le contexte de la stratégie d'Assistance de la Banque en matière d'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest.

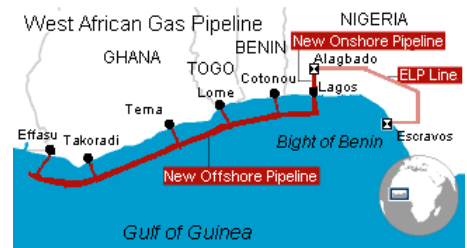
Il est aussi dit du projet qu'il va réduire le coût de l'énergie et améliorer la fiabilité des systèmes d'énergie au Ghana, au Togo et au Bénin. Enfin, le projet est vanté de contribuer à l'intention du Nigeria de mettre fin au brûlage de tous les gaz nocifs d'ici 2008.

Le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest est le premier projet de combustible fossile de la Banque Mondiale regroupant plusieurs pays après la revue sur les Industries Extractives de 2003, qui documenta la grande chaîne de problèmes en pétrole, gaz et projets miniers.

La revue ne recommanda pas davantage d'appui pour les industries extractives dans les pays qui sont corrompus, ne respectent pas les droits humains, n'ont pas de règle de loi en place ou là où la population locale s'oppose au projet.

description du projet

Le Gazoduc de l'Afrique l'Ouest transportera le gaz du Delta du Niger du terminal de Lagos (Nigeria) jusqu'à trois points de distribution près de Cotonou (Bénin), Lomé (Togo), Tema (Ghana). Le terminal final du système de canalisation proposé est aux stations d'Energie de Takoradi au Ghana. Le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest sera relié à l'actuelle et ancienne canalisation de gaz d'Escravos de Lagos, construite avec une vieille technologie et sans Etudes d'Impact Environnemental dans les années 1980. Les sponsors du projet ont toujours voulu définir le projet de Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest étroitement, déclarant qu'il commence au terminal d'Escravos. Ainsi, ils omettent le fait que le gaz du Gazoduc sera en fait pris à la source au début de cette ancienne canalisation, des régions en amont près de Lagos, au centre du conflictuel Delta du Niger.



Source: Energy Information Administration, www.eia.doe.gov/emeu/cabs/wagp.html



introduction/situation

promoteurs du projet

Le West African Gas Pipeline Company Limited (WAPCo) va construire, posséder et exploiter la canalisation. La compagnie était établie par les gouvernements des quatre pays comme un partenariat public – privé et est la propriété de :

- *Chevron – Texaco West African Gas pipeline Ltd (42%)*
- *Nigérian National Petroleum Corporate (25%)*
- *Shell Overseas Holdings Limited (17%)*
- *Takoradi Power Company Limited (16%)*

Bien que les promoteurs du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest déclarent que ceci est un projet Ouest Africain à son origine, supposé satisfaire les besoins des populations de cette région, WAPCo n'est enregistrée en aucun des pays Ouest africains. Elle est enregistrée en Bermudes, et va opérer comme une compagnie au large avec des exemptions fiscales, environnementales et sociales majeures spécialement autorisées à travers Le Traité et les Législations habilitants du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest.

coût du projet et financiers

Le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest est estimé coûter environ 590 millions US \$; et des coûts additionnels relatifs à la compression sont estimés à environ 10 millions US \$ sur 20 ans.

En novembre 2004, la Banque Mondiale approuva un total de US \$ 125 millions en garantie appuyant la construction du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest. L'Association de Développement International (ADI) de la Banque Mondiale finança une garantie couvrant 50 millions US \$ pour 22 ans.

Plus spécialement, MIGA garantira 90% des 83.4 millions US \$ d'investissement d'équité du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest au Ghana du risque de « rupture de contrat »; ceci est destiné à garantir les obligations de paiements par le gouvernement du Ghana, qui est forcé d'acheter une quantité fixe de gaz durant la durée du projet. Bien que petit, comparé au coût total du projet, les investisseurs privés voient celui de la Banque Mondiale comme une condition nécessaire pour leur participation dans le projet. WAPCo, conduite par Chevron – Texaco, demanda l'implication de la Banque indiquant qu'elle n'exécutera pas le projet sans mitigation appropriée de ce qu'ils perçoivent comme risques politiques liés aux ventes de gaz naturel aux Compagnies d'Energie au Ghana, au Bénin et au Togo.

Le projet a été aussi appuyé par l'Agence pour le Développement International des Etats Unis (USAID) avec au moins 1.5 millions \$ et Overseas Private Investment Corporation (OPIC), qui a fourni 4.5 millions \$ en garantie à une des banques privées finançant le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest. En plus, d'autres institutions financières publiques, y compris la Banque Européenne d'Investissement ont exprimé leur intérêt en ce projet et entreprennent la diligence requise. Le Département Export Crédit Garanti du Royaume-Uni et la Banque Export-Import des Etats-Unis pourraient aussi être impliqués.



mythe 1

le gao va promouvoir l'intégration régionale en Afrique de l'ouest

la promesse

Le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest proposé va contribuer à favoriser l'économie régionale et l'intégration politique qui appuieraient la croissance économique et en particulier le développement du marché d'électricité en l'Afrique de l'Ouest". (Banque mondiale)¹

Les promoteurs du GAO déclarent que le gazoduc aidera à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Non seulement le gazoduc est consistant avec la stratégie d'assistance de la Banque mondiale en matière d'intégration régionale et complémentaire au projet Energie de l'Afrique de l'Ouest, mais il est aussi un des projets piliers dans le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

L'entité régionale WAPCo voit le projet comme un "exemple exceptionnel de coopération et de partenariat entre les gouvernements du Togo, du Bénin, du Nigeria et du Ghana"².

la situation

Le gaz naturel pour le GAO sera pris à la source de la région Escravos dans l'Ouest du delta du Niger. Ceci est une région connue pour des conflits violents et l'instabilité venant de la compétition pour le contrôle de terre et des ressources entre communautés, le gouvernement Nigérian et les compagnies de pétrole et de gaz qui opèrent là. Les sponsors du projet de GAO disent que la canalisation va promouvoir l'intégration régionale, qui a attiré le scepticisme général de la société civile.

La production du pétrole en quantités commerciales au Nigeria date de 1956 lorsque Shell opéra le premier puits de période en Afrique de l'Ouest à Oloibiri aujourd'hui dans l'Etat de Bayelsa.

D'autres compagnies comme ExxonMobil, Chevron, Agip et TotalFinaElf suivirent aussitôt après. Le Nigeria est membre de l'Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole (OPEP), et est le plus grand fournisseur africain de pétrole aux Etats Unis. La présence et les activités des compagnies de pétrole dans la région du Delta Niger ont résulté en souffrances sans précédent pour les communautés du Delta conduisant à la destruction de l'environnement, l'éclatement social extrême, la violence et l'instabilité politique.

Les populations ont souffert de façon intolérable d'enlèvements, de dislocation de communautés débridées, de sérieux appauvrissements et des déversements de pétrole destructifs de l'environnement et ayant des implications sanitaires et sociales. Les multinationales, telles que Shell et Chevron, ont ouvertement admis qu'ils ont contribué à la violence, à la corruption et la dislocation dans le Delta du Niger.

Au même moment, les populations du Ghana, du Togo, du Bénin et du Nigeria ont des relations politiques et socio-économiques de longue date, avant même l'ère coloniale. Ces relations sont de nos jours rehaussées à travers les activités locales, telles que les échanges commerciaux régionaux, les relations familiales et des pratiques de cultures transfrontières. Cette intégration régionale fonctionne très bien.



mythe 1

le gao va promouvoir l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest

la réalité du gao

- *L'usage de l'actuelle canalisation Escravos de Lagos pourrait approfondir la crise au Nigeria.*

Le GAO va utiliser l'actuelle canalisation Lagos-Escravos pour la première section du transport de gaz. Cette canalisation qui a été en place depuis plus de 20 ans, était construite sans aucune Etude d'Impact Environnemental. Ce qui est inquiétant, c'est qu'il n'y a pas d'engagement pour une telle étude présentement, bien qu'il aura un rôle crucial dans l'approvisionnement du Gazoduc. Il n'est pas clair si la canalisation sera réhabilitée et redessinée pour convenir au but de transport de gaz non-associé jusqu'au GAO.

L'usage d'une canalisation cruciale sans sécurité d'Escravos à Badagry dans l'Etat de Lagos est à même de conduire à plus d'éclatements dans la région du Delta du Niger et en particulier parmi les communautés près de la route de la canalisation.

- *Le Gazoduc menace les relations entre le Ghana et Le Nigeria*

Le Gazoduc ne pourrait seulement pas empirer l'insécurité et l'appauvrissement dans la région du delta du Niger, mais aussi déranger l'approvisionnement de gaz vers les autres pays. De plus, l'usage d'une ressource provenant d'un tel sévère conflit et d'agitation sociale comme c'est le cas dans le Delta du Niger, menacera plutôt que de renforcer les relations de longue date entre les populations dans les 4 pays du Ghana, du Togo, du Bénin et du Nigeria.

En plus, les populations locales de la Région du Delta du Niger ont constamment exprimé leur ressentiment et déception que les ressources de leurs communautés les contournent pour satisfaire les besoins de consommation des multinationales dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest sans qu'ils en bénéficient. Ceci n'est pas une base pour une solide intégration entre les populations des 4 pays.

- *Le GAO NE prend aucune responsabilité pour son impact indirect (et NE fournit pas de mécanismes pour rendre compte).*

Le consortium au large (les compagnies opérationnelles) n'est enregistré en aucun des 4 pays Ouest Africains. Plutôt, il est enregistré à Bermudes, un territoire touristique d'outre-mer du Royaume Uni! Cela signifie que les 4 pays en Afrique de l'Ouest ne pourront pas demander réparation légale pour les dommages résultant du projet, faisant du GAO légalement non responsable devant les populations.

Le consortium a en effet explicitement déclaré qu'il ne sera responsable pour aucun des impacts indirects de la canalisation. Par conséquent, les populations locales qui souffriront des impacts indirects hostiles du Gazoduc, y compris les violations des droits humains, n'auront aucun moyen spécifique pour demander réparation. A cet égard, le projet semble être incapable de fournir la sécurité aux populations potentiellement affectées en Afrique de l'Ouest.



le chemin en avant

Le concept de l'intégration régionale peut réellement être promu si les sponsors du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest montrent un réel engagement aux aspirations des citoyens ordinaires de la sous région. Ils doivent être sensibles aux besoins des citoyens de tous les 4 pays, particulièrement dans la région source au Nigeria et ne doivent pas juste prioriser les besoins industriels dans un pays au détriment des besoins des populations.

De plus, si les conflits sur la possession et le contrôle des ressources dans le Delta du Niger ne sont pas proprement traités, le projet ne pourrait que servir comme base pour un conflit exacerbé qui pourrait dégénérer en une désintégration régionale dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Une vraie intégration régionale devrait être centrée sur des populations et non orientée vers le profit.

mythe 2

le gazoduc va fournir de l'énergie saine bon marché au ghana

la promesse

Le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest promeut l'usage de gaz à bon marché et plus sain sur le plan environnemental, provenant du Nigeria au lieu de combustibles solides et liquides pour générer de l'énergie et autres usages industriel, commercial et domestique (Document d'Evaluation du Projet de la Banque Mondiale).

Dans l'Etude d'Impact Environnemental de la canalisation, les promoteurs du projet ont déclaré en plus que : « le GAO fournira une solution pour un combustible moins coûteux, durable (et production d'électricité) pour le Bénin, le Ghana et le Togo. Les ménages, y compris ceux qui sont pauvres, bénéficieront de l'augmentation de la disponibilité d'énergie. » Parmi les bénéfices promis par les sponsors du projet, le GAO fournira « du gaz naturel sain et pas cher pour remplacer le léger pétrole brut plus cher actuellement utilisé pour le Aboadze Thermal Power Plant »³.

Ces bénéfices énergétiques proposés sont principalement pour le Ghana. Il a été estimé que dans les dix dernières années, Le Ghana luttait pour satisfaire une demande croissante d'électricité fiable et abordable avec une augmentation de 8% pour la période 1988–2002. Le GAO est vu par ses promoteurs comme la véritable solution pour un Ghana déchargé de cette crise énergétique.

la situation

L'accès inadéquat aux sources modernes d'énergie est une situation difficile commune aux communautés rurales partout au Ghana. Pour la cuisine domestique et autres activités productives, plus de 90% de tous les ménages au Ghana dépendent de la biomasse traditionnelle – combustible de bois et de charbon (de bois). Le fardeau de collecte de ces sources d'énergie repose plus sur les femmes et les filles. Dans la capitale Accra, 22,7% des ménages utilisent actuellement du gaz naturel. Par contraste, le gaz dans les milieux ruraux s'estime à moins de 1% de la consommation totale (2000 et Recensement de la Population et du Logement, Service Statistique du Ghana)⁴. A Accra seulement, plus de 71% des ménages utilisent du charbon de bois comme leur principal combustible pour la cuisine.

L'énergie pour les objectifs d'éclairage est généralement obtenue de deux sources, c'est à dire le kérosène et l'électricité. 57% de la population dépendent de l'utilisation du kérosène pour éclairage, duquel 82% sont des populations rurales. Son utilisation est associée avec la pollution extensive d'air à l'intérieur et des accidents graves (principalement des brûlures et des maladies d'empoisonnement liées à l'utilisation de lampes à kérosène). L'électricité, approvisionne les milieux urbains du pays. Actuellement, 44% des ménages, s'élevant à 1,6 millions de personnes du pays, utilisent l'électricité pour des fins d'éclairage. Cependant, le partage de l'utilisation de l'électricité par tête pour les groupes et ménages à revenu en milieu rural et revenus plus pauvres en milieu urbain est estimée être bas; une indication que la grande part d'électricité dans le pays consommée par les groupes à revenu moyen et élevé⁵.



mythe 2

le gazoduc va fournir de l'énergie saine bon marché au ghana

Actuellement, le principal fournisseur d'électricité pour le Ghana est le barrage hydroélectrique d'Akossombo, qui est la propriété de state Volta River Authority (VRA) VRA sera le seul acheteur de combustible pour la part du Ghana du gaz transporté par le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest. Ce gaz sera traité et transformé en électricité sous un arrangement de péage.



la réalité du gazoduc de l'afrique de l'ouest

Tandis que la canalisation ne fera rien pour accroître l'accès à l'énergie au Nigeria, et peu au Bénin et au Togo, les citoyens du Ghana craignent que le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest pourrait s'avérer une solution chère plutôt que moins chère aux problèmes d'énergie au Ghana.

- *Le Gazoduc contraint le Ghana à l'électricité thermique à coûts élevés*

Une évaluation entreprise par la Commission Energie du Ghana conclut que le projet du Gazoduc ne serait pas économiquement viable pour les populations au Ghana. Elle souligne que les termes offerts au Ghana par le Consortium conduit par Chevron Texaco permettent seulement une petite épargne sur le coût actuel du pétrole pour la production du courant. A la capacité, les termes pour le coût du gaz fourniront seulement un avantage limité comparé avec le coût alternatif du pétrole⁶.

La Commission Energie avertit aussi que « il y a un besoin urgent pour transparence » en relation avec l'Accord d'Achat de Gaz qui détaille les obligations de paiements du pays. Les contrats contraignent le Ghana à acheter le gaz du GAO à un prix fixe pour vingt ans, ayant des impacts sur le budget du Ghana et écartant de possibles futurs choix d'énergie alternative. Tandis que les citoyens Ghanéens et les payeurs de taxe sentiront ces impacts, le projet est entièrement dans les mains de Chevron Texaco. Les parties prenantes du projet ont de manière consistante ignoré les vues de la commission, montrant un manque total d'engagement à la responsabilité et à la transparence dans le GAO. Ils ont aussi refusé de publier les détails du profit projeté et des scénarios de perte. La Banque Mondiale a promis de dévoiler totalement les études de faisabilité économiques et financières à travers des ateliers au Ghana, mais a seulement présenté un résumé exécutif.



mythe 2

le gazoduc va fournir de l'énergie saine bon marché au ghana

Un des plus grands consommateurs d'énergie du VRA et par conséquent un des plus grands utilisateurs du gaz du GAO, le VALCO fondeur d'aluminium près de Tema (Ghana) a été hors service depuis Mai 2003 à cause de problèmes financiers, et il n'y a pas d'information officielle disponible concernant leur réouverture. Comme VALCO avait l'habitude d'acheter les 2/3 de l'électricité produite au Ghana, l'incertitude à propos du fondeur soulève plus de questions concernant la demande d'électricité à court terme au Ghana et la viabilité économique du GAO.

• Incertitudes sur les utilisateurs finaux

Des zones d'ombre subsistent s'agissant de quel pourcentage du gaz sera destiné aux usages industriels et commerciaux contre les usages domestiques, et qui ces usagers sont. A ce jour, les sponsors du projet ont cité des entités de production de courant industriel comme bénéficiaires de gaz mais ont refusé de fournir plus de détails.

En 2004, la Commission indépendante Hollandaise pour évaluation d'impact environnemental souleva un nombre de questions sur les relations du GAO à la planification et distribution d'énergie au Ghana et comment les citoyens en bénéficieront.

Il n'est pas clair si les taux de marché auxquels le gaz du GAO sera vendu seront abordables pour les consommateurs locaux et de ce fait aider à satisfaire leurs besoins en énergie.

Il y a des craintes que le gaz servira les opérations minières dans l'Ouest du Ghana, près du Plant de courant de Takoradi. La région a déjà suffisamment d'approvisionnement en énergie et la capacité additionnelle semble être destinée à approvisionner les compagnies minières qui mènent des activités destructives sur le plan social et environnemental, qui ne profitent pas aux citoyens Ghanéens. Enfin il n'est pas non plus clair si le GAO se traduira en une réduction fiscale du coût d'électricité.

• Les coûts à long terme sans bénéfice

Sous les termes proposés sur une base de «à prendre ou payer», le Ghana est engagé à payer les propriétaires de la canalisation une somme annuelle de l'ordre de 88 millions \$ pour les services de transport, de ce fait obligeant le pays à payer même en cas d'échec d'approvisionnement. Ainsi, au nom du groupe Chevron, le Ghana payera pour l'amortissement de la canalisation sans jamais gagner le droit de propriétaire à l'objet d'investissement. Le pays n'a pas l'assurance de n'avoir pas à payer deux fois de plus, quand la canalisation entre dans la seconde phase de la période de 20 ans.



mythe 2

le gazoduc va fournir de l'énergie saine bon marché au ghana

- *Pas de profit économique pour le Nigeria.*

Pour le Nigeria, le promoteur du projet du GAO, WAPCo, déclare: «la provision du marché et les retombées financières pour le gaz naturel qui aurait autrement été torché (brûlé), auront un impact positif sur l'économie.» Cependant, dans un pays où les bénéfices économiques de la production du pétrole - estimés à plus de 20 milliards \$ par an - n'ont pas de façon consistante atteint les pauvres dans la société, il semble malheureusement que tout revenu additionnel des ventes du gaz ne leur profitera jamais. Les conflits communautaires associés avec le milieu du Delta sont directement liés au partage inégal du profit.

- *Le consortium du projet prend plaisir aux nombreuses exemptions de taxe.*

Un régime fiscal entièrement nouveau sera appliqué au projet du GAO avec de nombreuses exemptions de taxe par rapport aux lois actuelles sur la taxe dans chacun des quatre pays. De tels encouragements pour les compagnies sont bien notés dans les accords inter-gouvernementaux du projet, y compris des taux et devoirs réduits et une vacance de taxe de cinq ans⁷. Le partage des taxes n'est pas lié à l'usage par les Etats Parties mais à la longueur de la canalisation dans les différents pays. Ceci diminue davantage la viabilité économique du projet pour les pays participants, particulièrement le Ghana qui est le client cible majeur.

le chemin en avant

Les partisans du projet devraient clairement identifier qui seront les utilisateurs du gaz coulant dans la canalisation. Un profil des utilisateurs devrait clarifier quel pourcentage de gaz conduit au Ghana approvisionnera les opérations minières dans l'Ouest du Ghana. Les sponsors devraient aussi conduire et dévoiler une évaluation de l'accessibilité du gaz du GAO pour les consommateurs au Ghana, au Togo et au Bénin. L'évaluation devrait éclaircir si les taux du marché auxquels le gaz du GAO devrait être vendu seront abordables pour les consommateurs locaux, et de ce fait aider à satisfaire leurs besoins en énergie.



mythe 3

le gao mettra fin au brûlage de gaz

la promesse

«Les communautés au Nigeria bénéficieront directement du torchage réduit de gaz local.» (Document d'Evaluation du projet de la Banque Mondiale).

Les sponsors du GAO déclarent qu'en éliminant le torchage du gaz à des niveaux significatifs au Nigeria, leur projet contribuera à la réduction des émissions de gaz à effet, alors qu'ils appuieront « les objectifs du développement durable » des gouvernements du Nigeria, du Bénin, du Togo et du Ghana. Selon la compagnie, environ 100 millions de tonne de réduction des émissions du gaz carbonique seront enregistrés avec le GAO dans une période de 20 ans, desquels 78% seront atteints en réduisant l'émission de gaz au Nigeria. En tant que tel, le GAO a été exhibé par la Banque Mondiale comme un projet à être considéré pour le Mécanisme de Développement Sain sous le protocole de Kyoto des Nations Unis sur le changement climatique.

situation

Quand le pétrole est ramené des entrailles de la terre à la surface, il apporte du gaz naturel avec lui. Dans les milieux où il n'y a pas d'infrastructures propres ce qui est le cas du Nigeria, ce gaz associé est relâché dans l'atmosphère et brûlé. Ce processus est aussi référé comme étant « torchage de gaz ».

Le Nigeria a été le plus grand torcheur mondial de gaz. Cette pratique a contribué plus à des émissions de gaz à effet de serre que toutes les autres sources combinées en Afrique Sub-saharienne.

A travers le Delta, les géantes torches orange brûlent nuit et jour, pompant des nuages noirs de fumée toxique dans l'air. Beaucoup d'entre elles sont proches des maisons des populations.

Les torches contiennent un cocktail toxique de dioxines et de particules. Les communautés ont continuellement souffert des constants chaleur, bruit, lumière. Les populations montrent des taux élevés de maladies respiratoires, cancer, et mort prématurée, pendant que la pollution d'air et la pluie acide ont endommagé les cultures.

Les flammes ont été référées comme les « torches d'enfer », parce que les populations dans les milieux n'ont jamais eu une nuit noire et tranquille⁸. En Novembre 2005, la haute Cour Fédérale du Nigeria a considéré le torchage de gaz comme « une grosse violation » des droits à la vie et la dignité de la communauté Iwerekhan dans l'Etat du Delta.

Le torchage de gaz coûte au Nigeria environ 2,5 milliards US\$ annuellement, tandis que 66% de sa population vivent sur moins de 1 US \$ par jour.

Capter le gaz qui est actuellement entrain d'être torché au Nigeria seulement pourrait produire environ 50% de la consommation actuelle du courant du continent Africain. Bien que le Nigeria ait 30% des réserves du gaz du continent Africain, il torche 75% du gaz qu'il produit.

Ceci compte pour 19% de la quantité totale de gaz torché globalement.

Les politiciens et les compagnies pétrolières apparaissent de temps en temps, pour s'accorder sur des délais de torchage, qui en tout cas ne sont pas atteints. Initialement fixée pour 1984, le gouvernement Nigérian a continué de changer la date pour mettre fin à la routine de torchage de gaz et promet maintenant de la ramener à zéro d'ici à 2008.

Les sponsors du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest firent une déclaration similaire en disant qu'ils vont transporter le « gaz associé ». Cela veut dire qu'ils vont capturer le gaz qui est relâché avec l'extraction du pétrole, et au lieu du torchage, le pomper à travers le Gazoduc. En tant que tel, le Gazoduc est vanté comme un projet qui contribuera considérablement à une fin de torchage de gaz. Mais la réalité expose la vérité derrière ce mythe.



mythe 3

le gao mettra fin au brûlage de gaz

la réalité du gao

- *Pas de plan clair pour la réduction du torchage de gaz.*

Les sponsors du projet du GAO y compris, Chevron Texaco, Royal Dutch Shell et Nigeria National Petroleum Corporation (NUPC) n'ont pas un programme clair pour la réduction du torchage de gaz dans le Delta du Niger.

Il y a une obligation légale depuis 1969 pour les compagnies pétrolières au Nigeria à soumettre «toute étude de faisabilité, programme ou propositions qu'elles pourraient avoir pour l'utilisation de tout gaz naturel, que ça soit associé au pétrole ou non, qui a été découverte dans la zone pertinente»⁹.

Mais les multinationales du GAO n'ont présenté en aucune voie claire un plan d'utilisation pour les gaz associés torchés. Les indicateurs esquissés pour suivre le progrès des objectifs de développement du gazoduc ne mentionnent pas de torchage de gaz. En plus, dans son Document d'Evaluation de Projet, la banque mondiale admet que le GAO «représentera seulement une petite fraction de la réduction du torchage de gaz comparé aux 43 millions de tonnes de gaz qui est torché par an. Chevron Texaco, la compagnie opératoire du GAO a argué de façon répétée qu'elle n'a pas de responsabilité pour les programmes de réduction de torchage dans l'Ouest du Delta du Niger.



- *Le GAO transportera de nouveaux gaz*

Comme actuellement, dessiné, le Gazoduc sera un courant mélangé de gaz associé et non associé du Nigeria au Bénin, Togo et Ghana. Selon eux, le flot initial attendu est environ 60% de gaz associé avec le pétrole et 40% de gaz non associé, avec augmentation du dernier au fil du temps. Le gaz introduit dans le Gazoduc proviendra du système de canalisation d'Escravos à Lagos qui reçoit les deux types de gaz: gaz associé de Chevron Texaco (une fois que la compagnie construit la nouvelle infrastructure de collecte de gaz) et du gaz non associé de Shell.

Cependant, le consortium du GAO n'a pas fourni d'information concernant les sources spécifiques du gaz dans l'Ouest du Delta du Niger.

Il ne spécifie pas non plus comment l'acquisition du projet du gaz affectera l'actuel torchage de gaz sur les champs pétroliers concernés.

Généralement, les extractions du pétrole brut (et ses gaz associés) sont espérées croître durant les années à venir, ce qui met en question la déclaration selon laquelle peu de gaz associé sera utilisé au fil du temps. S'il est vrai que le GAO prendra le gaz à la source de nouveaux champs, il pourrait contribuer à exacerber les conflits actuels au lieu de réduire la souffrance dans le Delta.

- *Le GAO ne peut être un projet de Mécanisme de Développement Sain*

Le GAO ne fournirait pas de réductions supplémentaires dans les émissions de gaz à effet de serre comme exigé pour un projet sous le Mécanisme de Développement Sain (MDS). L'actuel torchage dans le pays généralement se déroule sans aucune loi valide. Si les crédits de Mécanisme de Développement Sain étaient à débloquent pour le GAO, les bénéfices seraient donnés pour mettre fin aux activités dans lesquelles les compagnies n'auraient jamais dû être engagées en premier lieu. Si tout torchage sera arrêté par le biais du GAO, même s'il y avait un plan pour l'usage à 100% de gaz associé avec le pétrole, il serait seulement en ligne avec l'actuelle Loi Nigériane.

Sous la constitution Nigériane, les citoyens Nigériens sont garantis des droits à la vie et à la dignité. Aussi, sous La Charte Africaine sur les droits humains et des peuples, qui a été incorporée dans la Loi Nigériane, ils ont le droit de jouir de la meilleure santé physique et mentale auxquelles ils peuvent parvenir, et le droit à la vie dans un environnement en général satisfaisant favorable à leur développement.

mythe 3

le gao mettra fin au brûlage de gaz

Le 14 Novembre 2005 la Haute Cour Fédérale du Nigeria jugea que le torchage de gaz dans la communauté Iwerekhan dans l'Etat du Delta était une «grosse violation» de leurs droits à la vie et à la dignité garantis par la Constitution Nigériane.

La cour jugea aussi que la législation sous laquelle le torchage de gaz au Nigeria est prétendument autorisé, était anti-constitutionnelle¹⁰. Sur la base de l'arrêt de la cour, le torchage de gaz à Iwerekhan a été déclaré une violation des droits constitutionnels de la communauté. De même, d'autres communautés vivant proches des torches sont entrain d'avoir leurs droits constitutionnels violés.

Depuis Janvier 1984, le torchage du gaz associé a été généralement prohibé. La section 3 de l'Acte de la réinjection du gaz associé, 1979 dispose comme suit: «(1) Sujet à la sous section 2 de cette section, aucune compagnie engagée dans la production du pétrole ou du gaz ne devra après le 1er Janvier 1984, torcher du gaz produit en association avec du pétrole, sans la permission écrite du Ministre».

Sous la législation Nigériane actuelle, le torchage peut continuer légalement seulement là où le Ministre nigérian est satisfait que l'utilisation ou la réinjection du gaz associé n'est pas appropriée ou faisable, et il pourrait délivrer un certificat pour la continuation du torchage.

Cependant, de tels certificats n'ont jamais été dévoilés, malgré des demandes répétées de la Société Civile.

Alternativement, le Ministre pourrait permettre de continuer le torchage sur la base d'un petit paiement. Mais ce paiement est très mince à ce jour qu'il n'a donné aucun encouragement effectif pour les géants du pétrole de stopper le torchage de gaz.

Le fait que le gaz associé continue d'être torché à des niveaux record mondiaux au Nigeria indique que les gens ne se conforment pas aux règles en vigueur. Même si les certificats ont été délivrés et même si le Ministre a eu des raisons légales d'être très satisfait, et même s'il tient compte des droits humains des communautés avant la délivrance de tels certificats, les législations ont pour plus de 20 ans clairement prohibé le torchage à l'échelle à laquelle il s'est produit dans le pays.

L'acceptation du GAO comme un projet de Mécanisme de Développement Sain ne se justifie pas. Le torchage de gaz avait continué en violation des législations nigérianes et est une violation des droits humains. Il est donc difficile de voir comment les réductions des émissions à travers le projet du GAO pourraient être considérées «supplémentaires». Les compagnies du GAO pourront simplement se conformer à la loi.

Entrer sur le marché douteux du commerce des émissions et demander «des crédits carbone» du Mécanisme de Développement Sain, semble simplement une voie facile pour les compagnies de faire du profit supplémentaire du GAO proposé.

De plus, le gaz est un combustible fossile. Bien qu'il soit minimalement mieux que le pétrole brut, le gaz n'est pas une source saine d'énergie.

La combustion du gaz relâche pourtant 75% des émissions du CO₂ du pétrole, et ses émissions de méthane sont 62 fois plus fortes que le CO₂ par Kg après 20 ans.¹¹ Le projet du GAO continuera notre dépendance par rapport aux combustibles fossiles au lieu d'initier un changement vers des sources d'énergie durable renouvelable.

Donc, le GAO ne devrait jamais être considéré pour tout mécanisme qui cherche vraiment à mettre fin au changement climatique.



le chemin en avant

Le problème du torchage de gaz a été créé par les compagnies pétrolières comme Chevron et Shell et leurs partenaires du gouvernement Nigérian. Ils semblent être plus concernés par les gains d'échange extérieur que la sécurité de l'environnement ou des populations vivant sur les lignes de clôture. Ces sponsors devraient être tenus responsables pour corriger les problèmes qu'ils ont créés, étant donné que les communautés ont déjà trop supporté les coûts en :maladies, morts et perte de leurs moyens de subsistance. C'est en effet les communautés qui devraient être récompensées pour les années de problèmes de santé et environnementaux liés au torchage du gaz.

Mettre fin au dangereux torchage du gaz associé ne devrait pas dépendre seulement des considérations de profit économique. Les compagnies et les financiers devraient s'engager à approvisionner le GAO avec 100% de gaz associé (actuellement torché) jusqu'à ce que le gaz associé des actuels et futures champs soit tari.

Les sponsors du projet doivent démontrer clairement dans une manière que les communautés locales peuvent comprendre, le degré auquel et la manière dont le GAO est entrain de capturer le gaz associé des sites spécifiques de torchage.

notes de bas de page

1. Papier de sauvegarde des données Intégrées de la Banque Mondiale (Mis à jour), Rapport N° : AC508. Date ISDS Préparé/Mis à jour : 11/17/2004 et Document d'évaluation de projet de la BM Document pour le GAO, 2 Novembre 2004. Projet N° : 30335- afr.p.6
2. WAPCo, Bénéfices du projet
3. Draft : Le Secteur électrique : situation présente et les questions critiques, 14 Mars 2003. Commission de l'Energie du Ghana. Page 19.
4. PNUD Bureau National du Ghana, novembre 2004. INFOLINK N°. 1 : LPG Substitution pour le carburant de bois
5. Genre, Pauvreté et le Secteur de l'Energie du Ménage, Commission de l'Energie du Ghana
6. Agenda du public, 16-22 août 2004, p.6-7
7. Commission de l'Energie, bulletin du Ghana. Projet de GAO : Extraits du discours du Président, Comité de Gestion des Sponsors, à la 21e conférence sur l'Energie et le Gaz sur le GAO tenue à Londres en juillet 2002.
8. Pour de plus amples informations, se référer au rapport « Torchage de gaz au Nigeria : une Monstruosité liée aux Droits de l'Homme, à l'Environnement et à l'Economie, publié le 20 juin 2005 par le Programme Justice climatique et Environment Rights Action/Friends of the Earth Nigeria, disponible sur : <http://www.climatelaw.org/media/gas.flaring/report/>
9. La législation Pétrolière 1969, Législation 42 (Forage et Production).
10. L'Arrêt de la cour est disponible sur : <http://www.climatelaw/media/media/gaz.flaring.suit.nov2005/ni.shell.nov05.decision.pdf>
11. http://www.grida.no/climate/ipcc_tar/wg1/248.htm



**Friends of
the Earth**
International

Environmental Rights Action / Friends of the Earth Nigeria
#214, Uselu-Lagos Road, Ugbowo
P.O. Box 10577, Benin City, Nigeria
Tel/Fax: +234-52-600 165
Email: eraction@eraction.org
Web: www.eraction.org

Friends of the Earth Ghana
4 Adamafo Close, East Legon, Opposite Emmanuel Eye Clinic,
Accra, Ghana
Post: Private Mail Bag, General Post Office, Accra, Ghana
Tel: +233-21-512311, 512312
Email: foeghana@africaonline.com.gh
Web: www.foeghana.org

Les Amis de la Terre Togo
63, Rue Amoussimé, BP 20190 "Caisse", Lomé, Togo
Tel: 228 2221731
Email: adt-togo@amiterre.tg
Web: www.amiterre.tg

Friends of the Earth International
PO Box 19199, 1000 GD Amsterdam, the Netherlands
Tel: +31 20 622 1369
Email: foei@foei.org
Web: www.foei.org